



Bruxelles, le 23 septembre 2024

## **COMMUNIQUÉ À LA PRESSE**

### **LE MINISTRE GILKINET ANNULE LA DECISION DE LA SNCB RELATIVE AUX EXTENSIONS DU PLAN DE TRANSPORT**

Après l'avoir suspendue, le Ministre Gilkinet a donc pris l'initiative d'annuler la décision du 6 septembre, du Conseil d'Administration de la SNCB relative au report des extensions du plan de transport.

Il s'agit d'un acte assez exceptionnel, d'autant plus qu'il émane d'un ministre en affaires courantes, révélateur de la crispation des relations.

C'est évidemment son droit mais, sans vouloir m'immiscer davantage sur le terrain politique, je m'interroge au sujet de la valeur ajoutée d'une telle décision. Si ce n'est qu'elle s'apparente à une dernière bravade du ministre.

De plus, je m'étonne qu'il n'ait pas fait preuve d'autant de détermination en février 2021, lorsqu'il s'est agi de la fermeture de 44 guichets. Il était à ce moment-là au début de son mandat et pouvait ainsi marquer de son empreinte ses ambitions en faveur du rail et du service public. Mais non, à cette époque, il a baissé pavillon devant Sophie Dutordoir et son CA.

Soit !  
Et maintenant ?

Selon mes informations, à ce stade, la SNCB a pris connaissance de la décision et souhaite l'analyser.

Cependant, je tiens à rappeler que mon organisation syndicale a soutenu les objectifs du contrat de service public fixés à l'échéance 2032, y compris les extensions de l'offre, mais elle les a assortis de conditions claires : disposer du personnel nécessaire à ce déploiement, rétablir de bonnes conditions de travail et renforcer le bien-être au travail.

Ces points ont par ailleurs été insérés dans l'accord social 2023/2024.

Aujourd'hui, nous devons constater que, malgré les efforts de recrutement qui sont entrepris, tous les besoins en personnel ne sont pas rencontrés.

A titre d'exemple, à ce jour, sur les 400 recrutements de conducteurs de train prévus en 2024, seuls ± 320 sont réalisés. Pour 2025, il est déjà prévu de poursuivre ces efforts et les recrutements ont également été estimés à 400 conducteurs.

Parallèlement, nous assistons à une attrition soutenue (démissions, échecs de formation ou départ à la retraite) qui atténue les effets positifs des recrutements.

A cet égard, je voudrais souligner que les différentes mesures, envisagées par les négociateurs Arizona, en vue de « l'harmonisation » des régimes de pension risquent d'entraîner une accélération des départs à la retraite, particulièrement dans les filières des métiers recherchés.

D'autre part, je souhaite rappeler le contexte des actions syndicales (grèves de 2X 48h en novembre et décembre 2023) qui reposait essentiellement sur le manque de personnel, les efforts de productivité et le bien-être au travail.

Dès lors, aujourd'hui, malgré le retour du dialogue social sur ces points, je pense que le feu couve toujours et que les agissements du ministre risquent de raviver les braises de l'instabilité sociale.

Actuellement, les conditions ne sont pas réunies pour envisager, raisonnablement, les extensions du plan de transport qui doivent par conséquent être reportées.

Pour la CGSP Cheminots, elles ne sont pas envisageables sur le plan opérationnel car elles s'imposeraient au détriment du bien-être du personnel, en impliquant une hausse de productivité et en dégradant les conditions de travail.

**Dès lors, la CGSP Cheminots prévient et avertit que, si en raison de l'entêtement de Mr Gilkinet, la décision d'implémenter, malgré tout, les extensions prévues en décembre 2024 devait être prise, ce serait en totale contradiction avec la réalité opérationnelle actuelle, le respect des conditions de travail des cheminots et qu'elle sera à l'origine de nouvelles tensions sociales au sein des chemins de fer.**

En effet, nous n'accepterons pas que des décisions (politiques) sans aucune pertinence pèsent sur les épaules des cheminots. Que les choses soient claires !

Je persiste à souligner que la priorité actuellement est à la stabilisation et à la consolidation de l'offre de service public actuelle. Pour rappel, la ponctualité n'est pas optimale et la suppression de trains (environ 3500 par mois) ampute de 3% le plan de transport en vigueur !

De mon point de vue, personne ne sortirait gagnant de ce tour de force, ni la SNCB, ni les cheminots, encore moins les navetteurs et certainement pas le Ministre.

Je reste à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Pierre LEJEUNE  
Président National  
CGSP Cheminots